

**MAIRIE
DE
BESSINES-SUR-GARTEMPE
87250**

ARRÊTÉ



Règlementant le stationnement
« Square de la Poste », rue Jean-Baptiste Betout et
Avenue du 11 novembre 1918

Madame la Maire de Bessines-sur-Gartempe,
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 ;
VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;
VU le code de la route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-25, R417-1, R 417-9, R 417-10, R417-11 et R417-12 ;
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie – signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;
VU la nécessité de réglementer le stationnement « Square de la Poste », rue Jean-Baptiste Betout et avenue du 11 novembre 1918 afin de permettre aux usagers et riverains de stationner facilement dans le bourg,
CONSIDERANT que des véhicules d'entreprises stationnent de façon continue « Square de la Poste »
malgré l'aménagement d'un parking dédié chemin du Vieux Pont,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le stationnement de véhicules d'entreprises est limité à **UNE HEURE maximum** Square de la Poste, rue Jean-Baptiste Betout et avenue du 11 novembre 1918 afin de permettre aux riverains et usagers du centre-bourg de stationner aisément.

ARTICLE 2 : Une signalisation réglementant ces dispositions sera mise en place.

ARTICLE 3 : Les dispositions définies par l'article 1er prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 4 : Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Bessines-sur-Gartempe.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7 : Madame la Maire et le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de la commune de Bessines-sur-Gartempe sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait et arrêté à Bessines, le 13 novembre 2025
La Maire

Andréa BROUILLE

